



Archipel

Études interdisciplinaires sur le monde insulindien

91 | 2016

Varia

Jokowi, un trublion dans la *Reformasi* des oligarques

Jokowi, a firebrand in an oligarchic Reformasi

Rémy Madinier



Édition électronique

URL : <http://archipel.revues.org/318>

ISSN : 2104-3655

Éditeur

Association Archipel

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2016

Pagination : 259-280

ISBN : 978-2-910513-74-0

ISSN : 0044-8613

Référence électronique

Rémy Madinier , « Jokowi, un trublion dans la *Reformasi* des oligarques », *Archipel* [En ligne], 91 | 2016, mis en ligne le 01 mai 2017, consulté le 25 mai 2017. URL : <http://archipel.revues.org/318>

L'ARCHIPEL AU PRÉSENT

RÉMY MADINIER¹

Jokowi, un trublion dans la *Reformasi* des oligarques

Aux yeux de la plupart des observateurs – qu'ils soient indonésiens ou étrangers, journalistes ou universitaires – les élections présidentielles de 2014 en Indonésie donnèrent lieu à un affrontement homérique, opposant des candidats représentant deux versions radicalement différentes d'une même critique de l'évolution politique de l'Archipel. Alors que se dessinait, depuis déjà plusieurs années, l'enlisement de la *Reformasi* indonésienne, le scrutin proposa aux électeurs un choix clair entre le retour revendiqué à un populisme autocratique, incarné par Prabowo Subianto (Gerindra) et un nouvel élan démocratique, porté par le candidat du PDI-P, Joko Widodo (Jokowi)². Ce contraste redonna à la scène politique indonésienne vigueur et intérêt en mettant aux prises, dans une opposition presque caricaturale, l'humble entrepreneur issu du petit peuple et l'ancien nervi de l'Ordre nouveau, mué en oligarque ultranationaliste. À l'heure de l'échec des printemps arabes, au moment où la Thaïlande renouait avec ses vieux démons militaristes et où la Malaisie se débattait dans une crise ethnique, religieuse et politique existentielle avec la contestation de plus en plus virulente de la mainmise de l'UMNO³ sur le pouvoir, l'enjeu de cette élection dépassa largement les rivages de l'Archipel.

1. Centre Asie-du Sud-Est, CNRS/EHESS/INaLCO, Paris.

2. Le Gerindra (Gerakan Indonesia Raya, Mouvement de la grande Indonésie) est un parti ultranationaliste né en 2008. Le PDI-P (Partai Demokrasi Indonesia-Perjuangan, Parti démocratique indonésien de combat, nationaliste modéré) a été fondé en 1998, première année de la *Reformasi* qui a suivi la chute de Suharto.

3. Au pouvoir depuis l'indépendance de la Malaisie en 1957, l'UMNO (United Malays National Organisation) incarne un communautarisme politique de plus en plus critiqué.

L'ascension politique spectaculaire de Jokowi constitua le fidèle reflet des réussites et des limites de la transition politique indonésienne amorcée en 1998. Parvenue au bout de ses contradictions – une démocratie institutionnellement irréprochable mais largement confisquée par un népotisme empreint de la culture politique du régime Suharto – la *Reformasi* semblait prête, en 2014, à s'abandonner aux vertiges d'un populisme rétrograde. Cependant, la croissance économique, les acquis de la liberté d'expression et surtout l'émergence, dans le cadre de la décentralisation, d'une génération capable de construire un nouveau lien avec le peuple offrirent, à point nommé, une alternative progressiste à cette désillusion. L'irruption de Jokowi sur la scène politique nationale bouscula les rapports de force mais ne les renversa pas totalement. Avant même son entrée en campagne, l'ancien maire de Solo et gouverneur de Jakarta dut apprendre à composer avec les représentants d'une caste dont il ne faisait pas partie. Après sa victoire, prenant acte de sa très étroite marge de manœuvre politique, il opéra une hiérarchisation de ses objectifs qui déçut une majorité de ses partisans.

La geste d'un représentant méritant des *wong cilik* (« petites gens »)

Chacune des étapes de l'irrésistible ascension de Joko Widodo vers la magistrature suprême fut accompagnée de la narration quelque peu théâtrale de la précédente⁴. Parfois déformé – mais jamais véritablement contesté malgré la violence des attaques qu'il eut à subir – le parcours atypique et exemplaire de ce Javanais d'origine modeste a fait, très tôt, l'objet d'une édifiante mise en récit. Né en 1961 dans une famille pauvre de Solo – son père était collecteur de bois – Jokowi connut l'inconfort et l'insécurité qui caractérisent les *wong cilik*, socle de l'imaginaire politique indonésien⁵. Les épreuves qu'il traversa, mais aussi les solidarités familiales et de voisinage qui lui permirent de les surmonter, esquissent une épopée imprégnée de valeurs morales rassurantes pour un ordre social que jamais il ne contesta. Lorsque sa famille fut expulsée de l'habitat informel qu'elle occupait sur les flancs de la rivière Anyar à Solo et trouva refuge chez un oncle, les parents de Jokowi ne cédèrent pas au découragement et reprirent leur dur labeur avec fatalisme et abnégation. À force de sacrifices, ils parvinrent à acheter un petit terrain sur lequel ils édifièrent une maison de planches, sans électricité. Refusant l'aide

4. Parmi l'abondante littérature consacrée à Jokowi, l'auteur de ces lignes s'est inspiré plus particulièrement des ouvrages suivants : Watiek Ideo, *Jokowi, Anak Desa Jadi Presiden*, Jakarta, Bhuana Ilmu Populer, Kelompok Gramedia, 2015 ; Sandhy Aditya Budiraharso, *Jokowi: Orang Desa yang Luar Biasa Pemimpin Super Unik dan Inspirasional*, Yogyakarta, Sinar Kejora, 2014 ; Zaenuddin H. M., *Jokowi, Dari Jualan Kursi Hingga Dua Kali Mendapatkan Kursi: Kisah Walikota yang Inspiratif*, Jakarta, Ufuk Press, 2012 ; Alberthiene Endah, *Jokowi: Memimpin Kota Menyentuh Jakarta*, Jakarta, PT Tiga Serangkai Pustaka Mandiri, 2012.

5. Hilmar Farid et Muhammad Fauzi, « Le *wong tjilik* : une histoire politique du petit peuple indonésien », in Rémy Madinier (éd.), *Indonésie contemporaine*, Bangkok, Irasec – Les Indes savantes, 2016, p. 239-250.

que leur proposait leur fils aîné, ils l'encouragèrent à se concentrer sur son travail scolaire. Remarqué et soutenu par ses professeurs, Jokowi parvint à entrer au lycée, puis, la situation financière de sa famille s'étant stabilisée, il réussit à rejoindre l'Université Gadjah Mada de Yogyakarta, où il s'inscrivit dans une filière technique consacrée au bois.

À tout point de vue, la jeunesse de Jokowi apparaît comme exemplaire : travailleur (au point de renoncer aux flirts de l'adolescence), honnête et incorruptible (il refusait de tricher en classe pour aider ses camarades qui n'avaient pas préparé l'examen), il se montrait toujours prévenant et protecteur à l'égard de ses trois petites sœurs et respectueux envers ses parents. Ses biographes nous décrivent une enfance heureuse où même la pauvreté semblait parée de vertus. À sa plus jeune sœur, qui se plaignait de ne pas avoir de jouets, il confectionna une poupée avec des feuilles de manioc – poliment demandées au paysan voisin – lui prouvant ainsi qu'accomplir les choses par soi-même était « plus passionnant » (*lebih asyik*)⁶. Dès son entrée à l'université, le jeune homme exprima son intérêt pour l'engagement collectif et sa prédilection pour les actions concrètes : il soumit au doyen un programme de développement villageois, visant à permettre aux collecteurs de bois de mieux valoriser leurs connaissances empiriques de la forêt. L'université soutint le projet et une petite coopérative de fabrique de meubles vit le jour. En 1985, après l'obtention de son diplôme, Jokowi quitta Java en compagnie de sa toute jeune épouse, Iriana, pour aller travailler à Aceh dans une papeterie. Deux années plus tard, il revint s'installer à Solo. Employé d'une fabrique de mobilier, il fonda ensuite sa propre entreprise. Les débuts furent difficiles et le défaut de paiement d'un important client de Jakarta constitua pour le jeune entrepreneur, une nouvelle épreuve formatrice, l'incitant à monter en gamme pour se tourner vers l'export. Cette nouvelle étape lui ouvrit de nouveaux horizons : fréquentant des acheteurs étrangers qu'il questionnait sur leurs pays (c'est d'ailleurs l'un d'eux, un Français, qui lui donna le nom de Jokowi), il se mit à voyager et visita plusieurs villes d'Europe qui devinrent pour lui des modèles de développement urbain⁷. Mais la prospérité de son entreprise ne lui suffisait pas et le futur chef de l'État se disait travaillé par la « culpabilité » (*merasa bersalah*) de ne pas œuvrer plus activement pour la prospérité de ceux qui l'entouraient⁸. Il fonda alors successivement un collectif d'artisans puis la section de Surakarta de l'Association des entrepreneurs de mobilier d'Indonésie (Asosiasi Pengusaha Mebel Indonesia, Asmindo) dont il devint président. Cette organisation lui servit de tremplin politique et, en 2005, il fut élu maire de Solo sous les couleurs du PDI-P.

6. Watiek Ideo, *op. cit.*, p. 20.

7. Alberthiene Endah, *op. cit.*, p. 27.

8. Watiek Ideo, *op. cit.*, p. 112.

La figure emblématique d'une nouvelle génération de politiciens

Adoptée en 2004, mise en œuvre pour la première fois en 2005, l'élection au suffrage universel direct des responsables d'exécutifs locaux (gouverneurs de provinces, *bupatis* et maires) permit l'émergence, en marge des habitudes manœuvres d'appareil, d'une nouvelle génération de politiciens dont Jokowi devint le représentant le plus emblématique. Dès son entrée en fonction, il imposa un nouveau mode de gouvernance, fort éloigné de l'habitus politique indonésien. En terme de style, l'homme se distinguait avant tout par un mélange d'humilité, d'ouverture et de politesse respectueuse envers ses administrés qui le situait aux antipodes du notable républicain indonésien traditionnel. S'habillant simplement, s'exprimant dans un langage accessible et sur un ton sans emphase, parfois hésitant, Jokowi semblait souvent n'être qu'un simple citoyen égaré au milieu des cérémonies qu'il présidait. Incarnant avec une aisance et une authenticité rares, ce petit peuple dont il était originaire, il mit sa capacité à dialoguer au service d'une profonde transformation du centre historique de Solo. À force de visites répétées et de patientes explications délivrées lors de « déjeuners partagés » (cinquante-quatre en sept mois !) il parvint à déplacer, sans heurts, petits brocanteurs de rue et vendeurs ambulants qui encombraient les rues, vers des locaux plus adaptés⁹. Cette rénovation des quartiers historiques ainsi que la création d'un véritable réseau de transports publics, lui permirent de redonner à Surakarta son lustre d'antan et de la promouvoir comme ville culturelle et « capitale du batik » afin de revivifier son tourisme. Soucieux de préserver le commerce traditionnel, il encadra strictement la construction des centres commerciaux, bousculant ainsi de puissants intérêts politico-financiers : son refus d'autoriser un nouveau *mall* à l'emplacement de l'ancienne fabrique de glace Saripetojo, lui valut par exemple l'hostilité du gouverneur de Java-centre qui le traita publiquement de « crétin » (*bodoh*)¹⁰.

Les deux piliers de la politique sociale qu'il mit en œuvre plus tard dans la capitale, puis au niveau national, furent d'abord appliqués à Solo : un programme d'accès aux soins distribua des cartes « gold » (offrant une gratuité totale pour les populations les plus pauvres) et « silver » (prise en charge partielle des dépenses) à tous les habitants ne bénéficiant d'aucune assurance santé¹¹. Selon le même principe, un programme d'aide à l'éducation permit une prise en charge modulée des frais d'éducation. Cette politique de réalisations très concrètes, suppléant aux carences de l'État et au

9. Sur cet épisode, fondateur de la « méthode Jokowi » voir Gautama Amizar, *Strategi komunikasi pemerintah kota Solo dalam pemindahan pedagang kaki lima*, Thèse de Master, Universitas Diponegoro, Semarang, 2011.

10. *Detik*, 3 juin 2014.

11. Le programme toucha une grande partie de la population de Solo : plus de 220 000 « Silver cards » et 14 000 « Gold cards » furent distribuées, *Jakarta Post*, 10 octobre 2012.

plus près des besoins des administrés, fut accompagnée d'une pratique qui allait devenir l'un des symboles forts de sa manière d'envisager la politique. Les *blusukan*, visites impromptues destinées soit à rencontrer les communautés locales sans intermédiaires ni programme figé, soit à vérifier la bonne marche des services municipaux, eurent des effets immédiats sur l'identification des besoins des populations ainsi que sur l'absentéisme et l'implication au travail des employés municipaux¹². Fort éloignée du cérémonial habituel de l'exercice du pouvoir, cette pratique figurait également une sorte de revanche symbolique des administrés à l'égard d'une fonction publique, très largement perçue comme inefficace et corrompue¹³.

Les résultats obtenus à Solo valurent à Jokowi une réélection triomphale en 2010 (il rassembla 90% des suffrages) et surtout une reconnaissance nationale et internationale : il fut distingué en 2012 comme troisième meilleur maire du monde juste derrière ses homologues de Bilbao et de Perth¹⁴. Le PDI-P, dont il ne fréquentait que rarement les cénacles, le convainquit alors de se présenter à Jakarta : Fauzi Bowo, le gouverneur en poste semblait assuré de sa réélection et les candidats n'étaient pas légion. Cette initiative fut soutenue, au sein du parti, par l'ancienne présidente Megawati Soekarnoputri. Elle reçut également l'appui du président du Gerindra, Prabowo Subianto, qui espérait sans doute profiter de la réputation sans tache de ce candidat méritant pour polir son image de « relique de l'Ordre nouveau »¹⁵. Jokowi s'associa pour l'occasion avec un politicien un peu marginal, Basuki Tjahaja Purnama (Ahok), un chrétien originaire de Sumatra et d'ascendance chinoise qui se présenta au poste de vice-gouverneur. Leur campagne, originale, fondée sur une large utilisation des réseaux sociaux, renvoya une image de modernité et de renouveau politique qui souligna, en creux, le caractère très classique, voire désuet, de celle de leurs concurrents.

Après sa victoire, en octobre 2012, Jokowi entreprit de transformer la capitale suivant les méthodes qui avaient fait leurs preuves à Solo. En quelques mois, il mit en place un système d'accès aux soins pour tous, des aides pour l'éducation des enfants des familles démunies et s'attaqua aux deux plaies de l'agglomération de la capitale : les inondations et les

12. *Blusukan* est un substantif javanais tiré du verbe *blusuk* (« entrer – et sortir – pour chercher quelqu'un ou quelque chose, s'informer »). Il désigne plus spécifiquement le fait de se rendre dans des endroits généralement peu fréquentés par les gens de passage comme les rizières boueuses, les villages éloignés... Il a pris, en indonésien, un sens que Jokowi a largement contribué à populariser : celui de tournées d'inspection dans des endroits où les officiels se rendent très rarement (tels que les décharges, les bidonvilles, les services techniques de la ville...).

13. Ce que le candidat au gouvernorat de Jakarta, dont la campagne reposa largement sur cette pratique, sous-entendit, à plusieurs reprises. « Jokowi: Gaya Saya, Gaya "Blusukan" », *Kompas*, 19 novembre 2012

14. *Jakarta Post*, 9 janvier 2013.

15. Marcus Mietzner, « Jokowi: Rise of a Polite Populist », *Inside Indonesia* 116 (April–June 2014).

embouteillages. Ces réformes furent mises en œuvre avec la même volonté et le même pragmatisme qu'à Surakarta, en particulier par une savante mise en scène des désormais célèbres *blusukan*. Journaux et surtout télévisions devinrent vite friands de ces plongées dans le quotidien des Jakartanais en compagnie du maire et lui assurèrent – l'audience étant garantie – une très large couverture médiatique¹⁶. En de nombreuses occasions, celle-ci permit à Jokowi de surmonter les résistances auxquelles se heurtait son action. Mais elle lui assura également une notoriété sans équivalent dans tout l'Archipel : au début de l'année 2013, son nom apparut dans les sondages consacrés aux possibles candidats à l'élection présidentielle et, en décembre, près de 45 % des Indonésiens se déclaraient prêts à voter pour lui. Dans un pays où un destin national semblait inimaginable sans le contrôle direct de médias de premier plan, cette ascension météoritique bousculait les habitus politiques¹⁷. Elle signalait surtout l'épuisement d'une transition démocratique et l'appétence des électeurs pour un renouveau radical.

L'enlèvement de la *Reformasi* et la tentation populiste.

Malgré sa réélection triomphale en 2009, le second mandat de Susilo Bambang Yudhoyono (SBY) montra les limites de la mutation à bas bruit qui caractérisait l'Indonésie depuis 1998. La classe politique indonésienne pouvait certes se féliciter de réussites majeures. Les conflits horizontaux et les tensions régionalistes s'étaient largement épuisés sous le double effet de la décentralisation et de la croissance économique. L'Islam politique, divisé et apaisé, était désormais bien intégré dans le jeu parlementaire et marginalisait une mince frange radicale dont les atteintes renouvelées à la liberté religieuse ne pouvaient plus prétendre constituer une alternative crédible à l'État Pancasila. Cependant, l'absence de renouvellement du personnel politique – ou du moins sa reproduction à l'identique – témoignait de l'emprise d'une petite minorité sur un système dont le caractère oligarchique a largement été débattu ces dernières années¹⁸. Les liens étroits entre les grands conglomerats et les partis politiques, le rôle de l'argent dans l'obtention des investitures et ses corollaires en termes de médiocrité du personnel politique et de corruption, semblaient condamner toute nouvelle avancée réformiste, particulièrement en matière économique.

16. Ross Tapsell, « Indonesia's Media Oligarchy and the "Jokowi Phenomenon" », *Indonesia*, n°99 (April 2015), p. 29-50.

17. Une grande partie de l'audiovisuel est ainsi contrôlé par des personnalités politiques de premier plan : Aburizal Bakrie, président du Golkar, possède TVOne et Viva News ; Hary Tanoesoedibjo, dont le groupe MNC réalise 42% des audiences télévisées, a été candidat à la vice-présidence sous la bannière d'Hanura (Partai Hati Naruni Rakyat, Parti de la conscience du peuple) ; Surya Paloh, propriétaire de Metro TV, est le fondateur du Nasdem (Parti national démocrate) et brigua la présidence, *ibid*.

18. Sur ces débats, voir Michele Ford et Tom Pepinsky (eds), *Beyond Oligarchy : Wealth, Power, and Contemporary Indonesian Politics*, Ithaca, Cornell University Southeast Asia Program Publications, 2014.

Lors de son second mandat, Susilo Bambang Yudhoyono était devenu le symbole de cette calcification confiscatoire et s'était montré incapable de profiter du poids politique que lui avait conféré une victoire sans appel (60 % des suffrages dès le premier tour) pour (re)lancer les vigoureuses réformes à même d'assurer la pérennité du pacte social. Le Président s'était assoupi dans une prudence douillette, faite de négociations d'appareils pour maintenir une coalition bien trop large (six des neuf Partis siégeant au Parlement étaient représentés au gouvernement), de discours pompeux et de chansons de crooner vieillissant qu'il aimait infliger à ses invités lors des cérémonies officielles (il enregistra même plusieurs albums durant sa présidence)¹⁹. Le Parti démocrate (Partai Demokrat, PD) qu'il avait fondé en 2001 pour s'émanciper avec succès de l'encombrante tutelle de Megawati avait sombré dans tous les travers d'un népotisme au petit-pied. Ses proches avaient avidement négocié leur proximité avec le palais pour se lancer en politique : les noms de son épouse, Kristiani Herrawati, et de son fils, Edhie Baskoro, étaient régulièrement cités comme candidats à sa succession et lors des législatives de 2014 pas moins de quinze membres de la famille Yudhoyono figuraient sur les listes du parti²⁰. Quant à ses autres héritiers putatifs (Anas Urbaningrum et Andi Mallarangeng), dirigeants du Parti démocrate, ils avaient été impliqués dans des scandales majeurs de corruption et purgeaient de longues peines de prison à la fin de son mandat²¹.

La déception à l'égard de SBY avait été à la hauteur des espérances qu'il avait suscitées à la fin de son premier mandat : sa popularité avait plongé de 75% en novembre 2009 à 30% en mai 2013²². Mais au-delà du Président et du Parti démocrate, c'est l'ensemble de la classe politique qui était désormais discréditée, du fait de son incapacité à offrir une alternative crédible à cette faillite morale : l'ensemble des Partis – y compris le Parti de la justice prospère (Partai Keadilan Sejahtera, PKS), parangon d'une vertu islamiste désormais caduque – était désormais impliqué au plus haut niveau dans des scandales majeurs. L'activisme tous azimuts de la célèbre Commission d'éradication de la corruption (Komisi Pemberantasan Korupsi, KPK) et le courageux travail d'investigation de la presse indépendante semblaient incapables de contenir l'avidité sans borne de la classe politique. Alors qu'en 2004 près de 50 % des électeurs déclaraient, dans les enquêtes d'opinion, se sentir proches d'un

19. Marcus Mietzner, « Jokowi: Rise of a Polite Populist », *op. cit.*

20. Marcus Mietzner, « Indonesia's 2014 Elections. How Jokowi Won and Democracy Survived », *Journal of Democracy*, Volume 25, n° 4, Octobre 2014, p. 111-125.

21. Anas Urbaningrum et Andi Mallarangeng ont été condamnés respectivement à quatorze et quatre années d'emprisonnement.

22. Kikue Hamayotsu, « Indonesia in 2014. The Year of Electing the "People's President" », *Asian Survey*, Volume 55, n° 1, 2015, p. 174-183.

parti, ils n'étaient plus que 15 % en mars 2014²³. À ce désenchantement quant au fonctionnement du système politique venait s'ajouter une grogne sociale liée aux flagrantes inégalités dans la répartition des fruits de la remarquable croissance que le pays avait connu depuis une dizaine d'années.

Cette désillusion populaire à l'égard d'une *Reformasi* inachevée constitua le terreau fertile de l'émergence d'un populisme rétrograde porté par Prabowo Subianto. Paré des attributs de la figure salvatrice d'un système bloqué, l'ancien gendre de Suharto en constituait pourtant l'archétype. Né en 1951, issu d'un puissant clan politique puisant ses racines dans l'aristocratie javanaise du début du XIX^e siècle, Prabowo était le petit-fils du fondateur de la Banque nationale d'Indonésie et le fils de Sumitro Djojohadikusumo, économiste reconnu, membre du Parti socialiste indonésien (Partai Socialis Indonesia, PSI) et plusieurs fois ministre des Finances dans les années 1950²⁴. Ce dernier avait vu sa carrière politique brutalement interrompue en 1958, lorsque sa participation à la rébellion régionaliste du PRRI (Pemerintahan Revolusioner Republik Indonesia, « Gouvernement révolutionnaire de la république d'Indonésie ») l'avait conduit à l'exil pour échapper à la prison. Élevé à Singapour, Kuala Lumpur, Hong Kong et Londres, Prabowo fut encouragé par son père, à leur retour en Indonésie en 1967, à s'engager dans une armée qui, à l'aube de l'Ordre nouveau, paraissait comme la voie la plus prometteuse pour une carrière politique. Son frère, Hashim Djojohadikusumo fut, quant à lui, incité à se lancer dans les affaires pour faire prospérer la fortune familiale. Sous la protection de leur père – qui siégea à nouveau au gouvernement de 1968 à 1978 – les deux frères connurent une ascension d'autant plus rapide qu'en 1983 Prabowo épousa l'une des filles de Suharto, Titiek. Commandant des Forces spéciales (Kopasus) en 1995, puis de la Réserve stratégique (Kosrad) en 1998, Prabowo fut au cœur des ultimes manœuvres du clan présidentiel pour conserver le pouvoir. Le 22 mai 1998, au lendemain de la démission de son beau-père, il tenta d'intimider le nouveau Président Habibie en faisant converger ses troupes vers le palais présidentiel. Ce coup de force qui visait à obtenir pour lui et ses proches la direction de l'armée échoua et Prabowo dut accepter sa mutation à la tête de l'Académie militaire de Bandung²⁵. Reconnu coupable par un « jury d'honneur » de l'enlèvement et du meurtre de plusieurs activistes anti-Suharto en 1997-1998, il dut s'exiler en Jordanie. Hashim trouva, lui, refuge à Londres et les deux frères, pleins d'amertume, se firent les contempteurs zélés de la *Reformasi*. De retour en Indonésie, au début des

23. Marcus Mietzner, *op. cit.*

24. Emma Purdey, « The Myth and Making of a Political Dynasty », *Melbourne University Election Watch Indonesia*, 4 juillet 2014, <http://electionwatch.edu.au/indonesia-2014/myth-and-making-political-dynasty>.

25. Jamais avare de provocations, il affirma quelques années plus tard avoir regretté de ne pas avoir organisé de véritable coup d'État « Prabowo Menyesal Tidak Jadi Kudeta Habibie », *Merdeka*, 2 mars 2014.

années 2000, désormais divorcé de Titiek mais sans doute détenteur d'une partie des fonds détournés par la famille Suharto, Prabowo bâtit un nouvel empire financier dans le secteur des ressources naturelles. Hashim, quant à lui, après avoir obtenu des arbitrages très favorables lors de la restructuration du secteur bancaire indonésien, investit dans une compagnie de pétrole au Kazakhstan : en 2013 sa fortune était estimée à 700 millions de dollars, celle de Prabowo à 150 millions. Rêvant d'un destin présidentiel, ce dernier se tourna naturellement vers le Golkar et tenta de se faire nommer comme candidat pour l'élection de 2004. Mais ses ennemis d'hier, au premier rang desquels le général Wiranto, l'ancien chef d'État-Major responsable de sa disgrâce, firent échouer la manœuvre. Cette nouvelle déconvenue acheva de convaincre Prabowo d'investir une posture populiste en dénonçant la confiscation du pouvoir par une classe politique à la solde de l'étranger. Conscient de la nécessité d'ancrer sa candidature au sein des masses rurales pauvres, il prit la direction de l'Association pour l'harmonie des fermiers indonésiens (Himpunan Kerukunan Tani Indonesia, un important syndicat agricole). En 2008, il fonda son propre parti, le Gerakan Indonesia Raya (Gerindra), mouvement ultranationaliste qui puisait ses références dans l'expansionnisme fascisant du Parti de la Grande Indonésie (Parindra), fondé par le Dr Soetomo dans les années 1930²⁶. Dans un style grandiloquent – mêlant la nostalgie de l'Ordre nouveau aux accents mussoliniens du Soekarno de la Démocratie dirigée – Prabowo recycla le vieil anti-parlementarisme indonésien en reprenant les critiques des deux premiers présidents indonésiens à l'égard d'une démocratie présentée comme inadaptée aux conditions locales. À l'instar de ceux qu'il considérait comme ses illustres prédécesseurs, il souhaitait un retour à la version originale de la Constitution de 1945 et l'abandon de la série d'amendements adoptés entre 1999 et 2002²⁷.

En 2009, les conditions n'étaient pas réunies pour voir cette violente critique de la démocratie mobiliser une majorité d'électeurs et le Gerindra n'obtint que 4,5% des votes aux législatives ce qui coupa court aux ambitions présidentielles de Prabowo. Il dut alors se résoudre à se présenter comme vice-président de Megawati, dans un curieux attelage qui disait beaucoup de la déshérence idéologique de la scène politique indonésienne et de l'importance des questions financières (Prabowo fut le principal contributeur de la campagne). Face à un Président sortant au sommet de sa popularité, le duo subit une cuisante défaite. Dans les années qui suivirent, l'immobilisme de Susilo Bambang Yudhoyono ouvrit un nouvel espace politique au président du Gerindra, d'autant que les deux autres candidats pressentis – Megawati

26. Aboeprijadi Santoso, « Gerindra and "Greater Indonesia" », *Inside Indonesia* 98, Octobre 2009.

27. La première constitution indonésienne, adoptée au moment de la proclamation de l'indépendance, en août 1945, instituait un régime présidentiel fort. Elle fut remplacée en 1950, dans l'attente d'élections, par une constitution provisoire qui réduisait les pouvoirs du Président. Élu en 1955, l'Assemblée constituante fut dissoute en 1960 (ou 1959) par Soekarno qui remit en vigueur le texte de 1945.

et Aburizal Bakrie – incarnaient les travers d’un système qu’ils semblaient incapables de réformer. Entre 2011 et le début de l’année 2013, l’ancien gendre de Suharto était le grand favori des sondages²⁸.

Une campagne difficile, une victoire plus étonnée que prévue

L’irruption du gouverneur de Jakarta sur la scène politique nationale ne bouscula pas seulement les ambitions de Prabowo. Sa candidature à l’élection présidentielle – si évidente au regard des enquêtes d’opinion – suscita également de fortes résistances au sein de son propre parti, le PDI-P. Megawati, sa présidente avait longtemps caressé l’espoir de se présenter une nouvelle fois mais semblait s’être résignée à un changement de génération. Sa fille, Puan Maharani, était depuis lors convaincue de pouvoir devenir le troisième président de la dynastie Soekarno²⁹. Elle bénéficiait du soutien sans faille de son père, Taufiq Kiemas, président du MPR, très influent au sein du PDI-P. Le décès de ce dernier, en juin 2013, éclaircit quelque peu l’horizon politique de Jokowi mais Megawati, comme souvent, tergiversa sous l’effet d’influences contradictoires³⁰. Jokowi était en effet peu en cour auprès de la plupart des caciques du PDI-P : n’ayant que peu de prises sur celui qu’ils percevaient comme un intrus dans le monde clos de leurs petits arrangements, ces derniers doutaient de l’intérêt qu’ils pourraient tirer de son élection³¹. Plus proches des réalités du terrain, les responsables des sections locales firent cependant part à Megawati, en septembre 2013, du désarroi que susciterait, auprès de leurs électeurs, le choix de tout autre candidat. En février 2014, un comité d’experts nommé par la présidente du PDI-P trancha en faveur de Jokowi. Mais contre toute logique politique, Megawati déclara alors qu’elle ne rendrait sa décision qu’à l’issue des législatives du mois d’avril, avant de revenir – sous la pression de la base du parti – sur sa décision. En mars, à moins de trois semaines des législatives, elle annonça enfin que Jokowi représenterait bien le PDI-P lors de l’élection présidentielle de juillet. Le gouverneur de Jakarta avait fait preuve, durant cette longue période d’atermolements, d’une patience et d’une humilité toute javanaise. Ignorant les conseils de ses proches qui lui recommandaient de fonder son propre parti, il demeura fidèle au PDI-P et manifesta un respect quasi-filial envers Megawati. Mais cette valse-hésitation eut un coût politique important : son entrée tardive dans une campagne législative – durant laquelle il fut maintenu dans un rôle symbolique – priva le parti de l’essentiel de cet « effet Jokowi » que beaucoup escomptaient. Alors que l’objectif annoncé était de dépasser le score obtenu en 1999 (33 % des voix), le PDI-P ne rassembla

28. Marcus Mietzner, “Reinventing Asian Populism Jokowi’s Rise, Democracy, and Political Contestation in Indonesia”, *Policy Studies* 72, East-West Center, Honolulu, Hawai’i, p. 29.

29. « Mega dan Puan Capres dari PDI-Perjuangan », *Kompas*, 12 décembre 2011.

30. « Puan Maharani Dinilai Belum Pantas Jadi Capres », *Kompas*, 31 octobre 2013.

31. Marcus Mietzner, « Jokowi: Rise of a Polite Populist », *op. cit.*

que 19% des suffrages ce qui fut, malgré la première place du parti, interprété comme un échec.

La campagne présidentielle s'ouvrit donc dans une atmosphère beaucoup moins favorable que celle que Jokowi pouvait espérer quelques mois plus tôt. Les responsables des Partis concurrents du PDI-P avaient demandé aux chaînes de télévision qu'ils contrôlaient de corriger l'image très positive qu'elles donnaient du candidat et les attaques de Prabowo, le présentant comme la marionnette de Megawati, trouvèrent un certain écho au sein du public³². Le président du Gerindra était parvenu à rassembler autour de sa candidature une très large coalition (PAN, Golkar, PPP, PKS et finalement le Parti démocrate) en profitant des réticences de son principal concurrent à entrer dans l'habituel marchandage de maroquins qui précédaient les élections présidentielles. Plus resserrée – le PDI-P, le PKB, Hanura et le Nasdem ne contrôlaient, ensemble, que 40% des sièges au sein du nouveau Parlement – la coalition soutenant Jokowi n'en était pas pour autant idéologiquement homogène. Mais elle eut au moins le mérite de permettre au gouverneur de Jakarta de bénéficier du soutien sans faille des médias du groupe de Surya Paloh, le président du Nasdem.

Les deux mois de la campagne présidentielle officielle furent harassants pour Jokowi. La confortable avance dans les sondages (près de 40% !) dont il jouissait en décembre 2013 avait été, on l'a dit, largement entamée durant la préparation des législatives. Elle se réduisit encore drastiquement dans les semaines qui précédèrent le scrutin de juillet, passant de 16% à moins de 2% à quelques jours de la présidentielle³³. Le candidat donna l'impression de subir cette campagne à laquelle il était mal préparé : l'appareil du PDI-P ne se mobilisa pas efficacement et les fonds prévus pour soutenir sa candidature demeurèrent bloqués à Jakarta. Les responsables des sections locales qui avaient poussé sa candidature en septembre firent montre de bien moins d'enthousiasme, après les législatives³⁴. Une fois assurée leur rente de situation – rappelons que le Parlement, du fait de l'absence de discipline de vote et du caractère flottant des coalitions, est l'institution la plus corrompue en Indonésie – de nombreux députés ne s'engagèrent que très mollement dans la campagne présidentielle.

32. Et ce d'autant que Megawati, ne manquait jamais de marquer publiquement son ascendant sur le candidat. En mai, elle déclarait ainsi publiquement à Jokowi : « J'ai fait de vous un candidat à la présidence. Mais vous devez vous souvenir que vous êtes un cadre du parti avec pour fonction de mettre en œuvre son programme et son idéologie », *Jakarta Post*, 16 mai 2014.

33. Pour une présentation complète de ces enquêtes d'opinion, voir Marcus Mietzner, *Reinventing Asian Populism, op.cit.*, p. 40.

34. Aspinall 2014 « Indonesia's 2014 Elections: Parliament and Patronage », *Journal of Democracy*, Volume 25, n°4, p. 96-110.

Le paysage politique indonésien laissait peu de place au volontarisme pragmatique que prônait Jokowi. Très réticent à l'égard d'un système dont il était l'antithèse, habitué à mettre en avant ses réalisations concrètes à Solo et Jakarta, il ne sembla pas prendre la mesure de l'enjeu politique du moment. Entouré d'intellectuels n'ayant aucune expérience d'une campagne présidentielle, il apporta des contributions nourries et plutôt convaincantes aux débats télévisés qui précédèrent le scrutin mais se montra incapable de les transformer en slogans accessibles à tous³⁵. À l'inverse, Prabowo bénéficia d'une campagne parfaitement organisée, très bien financée et servie par de redoutables professionnels, à l'image de Rob Allyn, un consultant américain qui avait travaillé pour Georges W. Bush au début des années 2000³⁶. Aux manifestations officielles, qui campaient l'ancien gendre de Suharto en héros grandiloquent d'une splendeur passée de l'Indonésie, s'ajouta une « campagne noire » (*kampanye hitam*) distillant sur les réseaux sociaux d'improbables rumeurs sur son adversaire. Jokowi fut ainsi présenté comme le fils caché d'un millionnaire, Chinois de Singapour, chrétien de surcroît : trois tares infamantes aux yeux de ses ennemis et sans doute d'une bonne partie de la population. Que le géniteur imaginaire du candidat, un certain Oey Hong Liong, n'ait que douze ans de plus que le gouverneur de Jakarta ne gêna nullement la rapide propagation de la rumeur et participa sans doute à l'érosion de sa popularité, en particulier dans les milieux musulmans pieux. Ne souhaitant pas s'abaisser à répondre à ces accusations fantaisistes, Jokowi tarda à réagir³⁷. Mais il fut finalement contraint de publier les photos de ses pèlerinages à La Mecque pour preuve de sa bonne moralité religieuse. D'autres rumeurs présentèrent le père de Jokowi comme un ancien communiste. Les « preuves » avancées à l'appui de cette accusation reposaient sur le fait que ce dernier était originaire d'un ancien bastion du PKI, le village de Girioto, dans l'arrondissement de Boyolali, qu'il avait quitté pour Solo en changeant de nom³⁸. L'intention des auteurs de cette « campagne noire » était claire : discréditer la politique sociale du candidat du PDI-P en le présentant comme porteur d'une tare héréditaire, incompatible avec l'exercice de toute responsabilité politique³⁹.

L'impréparation de Jokowi, sa candeur face au cynisme roublard de Prabowo plaça les deux candidats dans une situation paradoxale : alors que

35. Le résumé en neuf points de son programme (*Nawa Cita*) ne fut publié qu'à peine plus d'un mois avant le scrutin et demeura sans doute quelque peu abscons pour une grande partie des électeurs, *Kompas*, 21 mai 2014.

36. Marcus Mietzner, *op. cit.*, p. 43.

37. « Smear Campaign Impacts Jokowi Approval Rating Survey », *Jakarta Post*, 18 juin 2014.

38. <https://indonesianote.wordpress.com/2014/07/07/misteri-ayah-jokowi-akhirnya-terkuak/> consulté le 21-12-2015.

39. Par la suite, Jokowi fut lui-même présenté comme un cadre d'un PKI pourtant éradiqué cinquante ans plus tôt, <https://indonesianote.wordpress.com/2014/09/16/hasil-investigasi-jokowi-terbukti-kader-pki/>, consulté le 21-12-2015.

le second ne semblait nullement affecté par les rappels d'un passé trouble dont il se vantait ouvertement, les calomnies dont fut l'objet le gouverneur de Jakarta – et peut-être plus encore la tiédeur de ses réactions – érodèrent sa popularité auprès des classes moyennes éduquées qui auraient dû constituer le cœur de son électorat. À l'inverse, Jokowi conserva le soutien d'une majorité d'Indonésiens modestes, en particulier dans les campagnes. Sans doute par identification au destin de cet homme issu du petit peuple, ces derniers ne cédèrent que marginalement aux sirènes du populisme viril de Prabowo qui avait pourtant investi largement ces milieux⁴⁰.

Un Président minoritaire, sous la tutelle étroite de son parti

Le 9 juillet 2014, Jokowi et Jusuf Kalla (ancien président du Golkar), son colistier pour la vice-présidence, rassemblèrent 53 % des suffrages contre 47 % à leurs rivaux Prabowo Subyanto et Hatta Rajasa (président du Parti du mandat, PAN). Les semaines qui suivirent l'élection apportèrent un cinglant démenti à ceux qui s'affirmaient convaincus de la sincérité de la « conversion » de Prabowo Subianto à une compétition démocratique apaisée. Dès la clôture du scrutin, ses affidés publièrent des sondages fantaisistes « sortis des urnes » plaçant leur champion en tête, puis tentèrent de s'immiscer dans le décompte officiel des voix. Craignant des manipulations dans le processus de collecte des résultats locaux, un réseau citoyen doubla celui de la Commission électorale (KPU) en publiant sur internet tous les procès-verbaux de dépouillements par bureau de vote. Une fois les résultats officiellement proclamés, le 20 juillet, Prabowo refusa de reconnaître sa défaite : il qualifia le scrutin « d'illégitime » et déposa un recours devant la Cour constitutionnelle. Le 21 août 2014, lorsque cette dernière confirma l'élection de Jokowi, ce fut sous la protection d'un imposant dispositif policier : plusieurs centaines de partisans de Prabowo s'étaient rassemblés dans la capitale avec l'intention annoncée, en cas de décision défavorable, de prendre d'assaut le bâtiment où siégeaient les sages⁴¹.

Malgré sa défaite, l'ancien gendre de Suharto demeurait un personnage-clé de la vie politique indonésienne : la coalition (majoritaire) qu'il dirigeait avait imposé ses candidats à la présidence du MPR (le Conseil consultatif du peuple, la Haute assemblée compétente, entre autre en matière d'*impeachment*) et le DPR (la Chambre des députés). L'ensemble des commissions parlementaires étaient également sous son contrôle. En septembre, profitant des derniers mois de la présidence de Susilo Bambang Yudhoyono, il tenta de faire passer une nouvelle législation abolissant l'élection au suffrage universel direct des chefs d'exécutifs locaux (gouverneurs de province, responsables de districts

40. C'est ce que révélèrent les enquêtes conduites à la sortie des bureaux de vote. Marcus Mietzner, *Reinventing Asian Populism*, op.cit. p. 44-45.

41. *Tempo*, 21 août 2014.

et maires) qui avait permis l'émergence de son rival. L'abolition de ce système pour les élections locales préfigurait surtout une réforme semblable au niveau national et annonçait le retour à la désignation du Président par le Parlement. La proposition de Prabowo – négation de l'un des acquis majeurs de la *Reformasi* – fut finalement repoussée grâce au sursaut quelque peu tardif du Président SBY qui menaça de rejoindre la coalition soutenant Jokowi⁴².

Officiellement intronisé le 20 octobre 2014, le nouveau chef de l'État annonça, le 26, la formation d'un gouvernement qui révélait l'ampleur des pressions exercées par ses alliés politiques et l'étendue des concessions qu'il avait dû faire. Loin de l'idéal d'une équipe resserrée de professionnels qualifiés et réformateurs, défendu durant la campagne, le cabinet comprenait trente-quatre ministres et laissait une large place aux nominations politiques de personnalités parfois controversées : Megawati imposa sa fille, Puan Maharani, comme ministre de la Culture et du Développement humain ainsi que Ryamizard Ryacudu un ancien général ultra-conservateur au passé trouble, à la Défense ; Jusuf Kalla obtint la nomination de Sofyan Djalil, l'un de ses protégés, comme ministre de l'Économie ; Surya Paloh enfin plaça plusieurs cadres du Nasdem dont Tedjo Edhy Purdijatno, à l'Intérieur et, quelques jours plus tard, Prasetyo comme procureur général. Ces compromis semèrent le trouble parmi les partisans de Jokowi, car ils auguraient mal de sa capacité à conduire les réformes annoncées⁴³. Ils annonçaient en réalité une gouvernance marquée par une appréciation très pragmatique des rapports de force : en butte à l'hostilité ouverte des tenants d'une *Reformasi* étroitement contrôlée par une caste dirigeante, minoritaire au Parlement et surveillé de près par son propre camp politique, Jokowi semble avoir très tôt établi une hiérarchie précise de ses objectifs, n'engageant de lutte frontale que pour ce qu'il considérait être le cœur de son projet et faisant preuve d'une grande prudence sur les autres dossiers, fussent-ils emblématiques de la mobilisation citoyenne l'ayant porté au pouvoir.

Une priorité accordée à une politique économique volontariste

Considérant avoir été élu avant tout pour améliorer le sort de ces *wong cilik* dont il était l'émanation, la priorité de Jokowi a toujours été le développement d'une économie au service du plus grand nombre et il sut, très tôt, se montrer en ce domaine d'une grande fermeté à l'égard de la classe politique. L'économie indonésienne souffrait, au moment de son accession au pouvoir, de deux faiblesses principales. La première était liée à la fragilité de sa remarquable croissance durant les deux mandats de SBY : ayant largement profité du boom des matières premières, l'Indonésie n'avait pas su mettre à profit cet enrichissement pour fonder les bases d'un développement durable.

42. *Kompas*, 15 septembre 2014.

43. Edward Aspinall, « Jokowi Fails his First Test », *New Mandala*, 27 octobre 2014.

L'augmentation moyenne annuelle du PIB, de près de 6 % depuis 10 ans, avait certes permis l'émergence d'une classe moyenne qui avait à son tour tiré la consommation mais, dans le même temps, la part du secteur manufacturier avait régressé de 28 % à 24 % du PIB⁴⁴. Surtout, les gouvernements précédents avaient été incapables d'orienter la dépense publique vers des investissements porteurs d'avenir. Alors que sous l'Ordre nouveau, au milieu des années 1990, les dépenses d'infrastructures représentaient environ 8 % du PIB, ce taux était tombé à 3 % après la crise de 1998, puis s'était stabilisé autour de 4 % soit nettement moins que celui de ses voisins et concurrents (autour de 7 % pour la Chine, la Thaïlande ou le Vietnam)⁴⁵. Ce manque criant de dépenses de long terme affectait également la santé (3 % du PIB indonésien en 2012 contre 5,4 % pour la Chine et 6,3 % pour la Turquie) et l'éducation (3,6 % du PIB indonésien sous SBY contre 5,8 % au Brésil)⁴⁶.

La seconde faiblesse de l'économie indonésienne était son caractère de plus en plus inégalitaire. La confiscation d'une large part de l'enrichissement de la nation par une étroite oligarchie avait limité le développement de la classe moyenne : malgré une baisse officielle du chômage de 10 % à 6 % entre 2004 et 2014, 60 % des Indonésiens demeuraient employés au sein du secteur informel et plus de 40 % de la population restait très proche du seuil de pauvreté établi par la Banque mondiale (2 dollars par jour). Par ailleurs, l'Indonésie était le pays d'Asie dans lequel le nombre de millionnaires avait le plus augmenté au cours de la dernière décennie et le coefficient de Gini – baromètre des inégalités – avait crû de manière spectaculaire, passant de 0,32 à 0,41 sur la même période⁴⁷. Cet enrichissement des oligarques constituait un frein aux investissements étrangers : utilisant leur poids politique pour se prémunir d'une concurrence accrue dans les secteurs qu'ils contrôlaient, ils avaient fait adopter, durant le second mandat de Susilo Bambang Yudhoyono, pas moins de cinq lois protectionnistes. En présentant, durant la campagne présidentielle, l'Indonésie comme étant à la solde des intérêts étrangers, c'est avant tout les rentes de la caste des principaux bénéficiaires de la croissance indonésienne qu'entendait préserver Prabowo⁴⁸.

44. Stephen Howes et Robin Davies, « Survey of Recent Developments », *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, Volume 50, n° 2, 2014.

45. « The Archipelago Economy: Unleashing Indonesia's Potential », McKinsey Global Institute, 2012.

46. Banque mondiale, 2014, cité par Marcus Mietzner, *op. cit.*, p. 14.

47. Stephen Howes et Robin Davies, « Survey of Recent Developments », *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, Volume 50, n° 2, 2014. Le coefficient de Gini mesure la distribution des revenus au sein d'une population variant entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité totale).

48. Edward Aspinall, « Oligarchic Populism and Economic Nasionalism : Prabowo Subianto's Challenge to Indonesian Democracy », *Indonesia*, Volume 99, April 2015, p. 1-28.

Loin des tergiversations et des compromis que lui reprochèrent, dans d'autres domaines, certains de ses partisans déçus, Jokowi fit preuve sur ces questions économiques d'un volontarisme incontestable. Deux semaines après la formation de son gouvernement, il annonça, sans consulter le Parlement, une mesure devant laquelle ses prédécesseurs avaient toujours reculé : la suppression des subventions aux produits pétroliers (BBM) qui grevaient lourdement le budget indonésien (près de 20% des dépenses lors de la dernière année de la présidence de SBY). Cette mesure lui permit d'engager des investissements de long terme trop longtemps différés. Il étendit au niveau national l'attribution de cartes d'aides à l'éducation (permettant à 19 millions d'étudiants modestes d'accéder à des études supérieures) et de sécurité sociale qui avaient fait sa popularité à Solo et Jakarta. Le Parlement tenta de s'opposer à ces réalisations, arguant du fait qu'elles devaient recevoir une approbation législative, mais le Président ne tint pas compte de ces réserves et les mit en œuvre par ordonnance. Il lança par ailleurs un important programme d'infrastructures maritimes et terrestres destinées à combler le retard pris par l'Indonésie : treize barrages d'envergure pour l'irrigation, des centaines de kilomètres d'autoroutes et de voies ferrées, vingt-quatre ports en eau profonde, de nouvelles centrales électriques... La mise en œuvre de ce programme se heurta aux lourdeurs habituelles de l'administration indonésienne, en particulier la crainte de nombreux responsables de se voir accusés de mauvaise gestion des deniers publics et de corruption : en octobre 2015 le ministère des Travaux publics n'avait ainsi engagé que 50% de son budget ce qui amena le Président à limoger plusieurs hauts fonctionnaires⁴⁹. À l'issue de la première année de son mandat, les observateurs s'accordaient à donner à son gouvernement un *satisfecit* global en matière économique : même si son projet d'autoroute maritime semblait encore peu avancé et que seul le quart des nouvelles centrales électriques étaient en cours de construction, les entrepreneurs se montraient sensibles aux mesures fiscales et de simplification administrative destinées à favoriser les investissements⁵⁰.

L'autre domaine dans lequel le pragmatisme de Jokowi se mua en volontarisme affiché fut la politique extérieure. Le Président nouvellement élu avait montré dans un premier temps peu d'appétence pour ce domaine dans lequel son prédécesseur s'était beaucoup investi. Affirmant vouloir se concentrer avant tout sur la vie quotidienne de ces concitoyens, il s'interrogea publiquement, dans les premières semaines de son mandat, sur l'utilité de sa participation aux sommets internationaux⁵¹. Finalement convaincu par ses conseillers de l'importance de contacts directs avec ses homologues étrangers, il marginalisa son ministre des Affaires étrangères Retno Marzudi (imposé par

49. « Langkah Berat Etap Satu », *Koran Tempo*, 26 octobre 2015.

50. Pour un bilan économique complet voir *Tempo*, 27 octobre 2015.

51. *Jakarta Post*, 12 novembre 2015.

Megawati) et adopta un style très direct dans ses échanges avec ses homologues étrangers – en particulier les présidents chinois et américain qui en furent un peu surpris – afin d’obtenir des avantages économiques pour l’Indonésie⁵². Abandonnant la diplomatie très consensuelle de Susilo Bambang Yudhoyono (vulgarisée par la maxime « mille amis, aucun ennemi », « *1000 teman, 0 musuh* »), il fit preuve d’une fermeté inédite sur certains dossiers comme celui de la pêche : sur ses ordres, plus d’une centaine de navires étrangers (venus principalement de la Thaïlande et du Vietnam) opérant sans autorisation dans les eaux de l’Archipel furent sabordés par la Marine durant la première année de son mandat⁵³.

...au détriment de dossiers politiques plus sensibles

Les militants qui s’étaient mobilisés durant la campagne présidentielle en faveur de Jokowi attendaient de ce dernier une franche rupture avec les conservatismes qui entravaient la poursuite de la *Reformasi*. Plusieurs dossiers avaient, à leurs yeux, valeur de symboles : l’indépendance de la Commission anti-corruption (KPK), la reconnaissance des massacres de 1965-1966, celle des violations des droits de l’homme sous l’Ordre nouveau. Ils attendaient du nouveau Président des paroles fortes, des gestes clairs, ou, en d’autres termes, l’affirmation très nette de la légitimité d’une démocratie pluraliste et ouverte face aux attermolements d’une classe politique soucieuse avant tout de conserver ses privilèges. Mais Jokowi n’était pas issu du petit milieu des activistes qui avaient fait de lui leur champion, face à la menace réelle que représentait Prabowo. Entrepreneur et humaniste, conscient de la relative faiblesse de son statut politique, le nouveau Président préféra la quête d’une justice sociale de long terme à la défense indignée des valeurs politiques et morales que bafouaient ses adversaires. Il réserva ses colères aux lourdeurs administratives qui entravaient les investissements et, à la grande déception de ses partisans, s’exposa peu sur ces dossiers emblématiques. Vis-à-vis de la communauté internationale qui avait unanimement célébré son élection, la reprise des exécutions des condamnés à mort pour trafic de drogue (suspendue durant le second mandat de SBY) plaça le nouveau Président au cœur d’une tourmente diplomatique à laquelle il n’était pas préparé. Craignant de se voir accusé, comme son prédécesseur, de faiblesse à l’égard des pressions étrangères, Jokowi céda au nationalisme ambiant, soutenu, il est vrai, par une écrasante majorité de ses compatriotes (86 % des Indonésiens approuvent la peine capitale pour les trafiquants de drogue). Les réactions vigoureuses des pays concernés (le Brésil et l’Australie rappelèrent leurs ambassadeurs après l’exécution de plusieurs de leurs ressortissants, la France et la Grande-Bretagne

52. Marcus Mietzner, « Indonesia in 2014: Jokowi and the Repolarization of Post-Suharto Politics », *Southeast Asian Affairs*, Volume 2015, pp. 117-138.

53. *Koran Tempo*, 26 octobre 2015.

exercèrent d'intenses pressions diplomatiques) placèrent l'Indonésie dans une situation très inconfortable à l'heure où elle cherchait à attirer des investisseurs étrangers⁵⁴. Le gouvernement indonésien adopta alors une attitude très pragmatique et suspendit les exécutions de ressortissants étrangers tant que la situation économique du pays ne serait pas consolidée.

Malgré ses appels à la réconciliation nationale durant la campagne, Jokowi ne fit pas progresser l'indispensable travail de mémoire à l'égard des tragiques événements de 1965. Le cinquantième anniversaire du « coup du 30 septembre », à l'origine des massacres, aurait dû pourtant – comme l'espéraient les associations des victimes de la répression – constituer l'occasion d'une reconnaissance officielle des souffrances de ces dernières et de leurs familles. Mais le Président, constatant que le comité formé en mars n'était pas parvenu à un consensus dans la relation des faits et la désignation des responsables, ne prononça aucune excuse officielle et se contenta de présider, comme tous ses prédécesseurs depuis Suharto, une cérémonie tenue à la « fosse aux crocodiles » (Lubang Buaya), au pied du monument érigé à la gloire des officiers assassinés⁵⁵. Devant les très fortes résistances de l'armée et des organisations islamiques, il sembla se désintéresser de la question et n'intervint pas lorsque les membres de son administration (Vice-président, Procureur Général, Ministre de l'Intérieur...) s'en prirent violemment au Tribunal populaire international de la Haye, ou lorsque plusieurs manifestations relevant de cet effort de justice transitionnelle furent interdites par les forces de l'ordre sous de fallacieux prétextes⁵⁶.

La question de la Papouasie a également révélé les difficultés éprouvées par Jokowi pour mettre en œuvre la normalisation promise durant la campagne. Malgré la libération de plusieurs activistes papous et l'ouverture de la région à la presse internationale – une décision encore très mal appliquée –, le Président n'est pour l'heure toujours pas parvenu ni à ralentir la transmigration (dont il avait souhaité l'arrêt) ni à assouplir l'étroit contrôle des forces armées sur la province⁵⁷.

S'agissant des droits sociaux enfin, le monde syndical attendait beaucoup du nouveau chef de l'État mais l'action de ce dernier s'est révélée, là aussi, fort éloignée de ces attentes. La nomination comme ministre du Travail, pour des raisons politiques, de Hanif Dhakiri, secrétaire général du PAN, a déçu : Jokowi avait dans son équipe de campagne d'éminents spécialistes qui,

54. « Indonesia President Jokowi insists Death Penalty “Positive” for Country », *The Straits Time*, 9 mai 2015.

55. Sur ces excuses, un temps envisagées, et les raisons du recul de Jokowi, voir *Tempo*, 25 septembre 2015.

56. Sur les difficultés de cette « justice transitionnelle », voir le dossier consacré à cette question par *Inside Indonesia*, n° 122, octobre-décembre 2015. Sur la déception des activistes, *Kompas*, 11 novembre 2015.

57. « Human Rights under Jokowi », *Inside Indonesia*, n° 123, janvier-mars 2016.

comme Rieke Diah Pitaloka ou Teten Masduki, avaient l'oreille des syndicats. En reprenant en main au niveau de l'État, en octobre 2015, un système de négociation salariale qui avait permis de fortes augmentations dans certaines provinces, le chef de l'État a ensuite clairement repris à son compte l'argument patronal de la compétitivité. Or, souligne le Bureau international du travail, le salaire mensuel moyen indonésien (183 dollars) demeure nettement en deçà de ceux pratiqués dans les pays concurrents (Chine, Thaïlande, Vietnam, Philippines...) et la difficulté de l'Indonésie à attirer les investisseurs tient avant tout aux complexités de sa réglementation et à son administration défaillante et corrompue. En limitant toute possibilité de hausse de salaire, le gouvernement restreint la consommation intérieure et donc les possibilités de relance économique au moment où les prix des matières premières déclinent⁵⁸.

La KPK, lieu d'affrontement et de frustration

La question de la Commission d'éradication de la corruption (KPK) est sans doute celle qui illustre le mieux l'écart entre les attentes de la société civile et la politique très prudente du Président. Cet organisme emblématique de la *Reformasi*, fer de lance d'une lutte intransigeante contre les malversations de l'administration est, depuis plusieurs années, l'objet de violentes attaques émanant des institutions indonésiennes (police, justice et Parlement) les plus souvent impliquées dans des affaires de corruption. Connu sous le nom d'affrontement entre le « lézard et le crocodile », ce conflit dure depuis une dizaine d'années. À plusieurs reprises, il a conduit la police – en représailles à l'arrestation de certains de ses hauts responsables – à impliquer des membres de la Commission dans des affaires montées de toutes pièces, avec la complicité de certains magistrats⁵⁹. Bien qu'ayant été au cœur de la campagne, cette « criminalisation » (*kriminalisasi*, selon le terme consacré par la presse indonésienne) des activités de la Commission s'est poursuivie après l'élection de Jokowi. En mars 2015, la brigade criminelle a ainsi arrêté Bambang Widjodjanto, l'un des vice-présidents de la KPK et inculpé Abraham Samad, son président. Comme le montra la suite de l'enquête, aucune charge crédible ne pesait à l'encontre de ces deux dirigeants, hormis le fait qu'ils avaient eu l'audace de révéler l'implication dans une affaire de corruption, bien réelle celle-là, de Budi Gunawan, alors seul candidat à la direction de la police nationale⁶⁰. Le Parlement ne s'est pas non plus montré en reste dans les offensives

58. Teri L. Caraway et Michele Ford, « United in Disappointment », *Inside Indonesia*, n° 123, janvier-mars 2016.

59. Sur le premier acte de cette bataille homérique au plus haut sommet de l'État – l'arrestation et la condamnation à dix-huit ans de prison de Antasari Azhar, alors président de la KPK, on renverra le lecteur à Rémy Madinier « Indonésie : le lézard et le crocodile », in *L'Asie du Sud-Est 2010*, Benoît de Tréglodé et Arnaud Leveau (éd.), Bangkok, IRASEC- Lignes de repères, 2010, p. 151-177.

60. Le Procureur général a lui-même souligné la vacuité du dossier d'accusation en mettant fin aux poursuites en février 2016. *Kompas*, 25 février 2016.

contre la KPK : après avoir menacé l'institution de paralysie en refusant jusqu'à la dernière minute de se prononcer sur les candidatures qui lui étaient soumises pour son renouvellement, il a entrepris, depuis le mois de septembre 2015 de discuter d'un projet de loi qui amoindrirait considérablement les pouvoirs d'investigation de la commission. Lors de ces affaires, la presse, dans son ensemble très favorable au travail de la KPK, ainsi que les associations de lutte contre la corruption ont, à plusieurs reprises, estimé que Jokowi ne jouait pas son rôle de protecteur de cette institution sans cesse menacée. Bien qu'incarnant une nouvelle manière de faire de la politique, fort éloignée de la prévarication coutumière du milieu, Jokowi semble s'être volontairement placé quelque peu en retrait dans la dénonciation des manœuvres dilatoires de la police et du Parlement, abandonnant à la société civile le registre de la colère et de l'indignation. Le Président n'est pourtant pas resté inactif : s'efforçant de conserver une posture d'arbitre, il a toujours tranché, en dernier recours, en faveur de la KPK : en retirant la candidature de Budi Gunawan après son inculpation puis en limogeant, en septembre, Budi Waseso, le directeur de la brigade criminelle responsable des arrestations de Bambang Widjodjanto et Abraham Samad. Jokowi a également augmenté considérablement le budget de la Commission pour les quatre années à venir et semble désormais décidé à faire obstacle au projet de loi susceptible de consacrer son affaiblissement⁶¹.

Toutes ces décisions, soulignons-le, ont été prises en opposition avec la ligne officielle du PDI-P, contraignant le Président à rechercher des soutiens auprès de l'opposition⁶². Cette situation témoigne de la position inconfortable de Jokowi à l'égard de son propre parti et, au-delà, pointe l'un des dysfonctionnements majeurs de la démocratie indonésienne. La relative faiblesse du Président, les difficultés qu'il rencontre dans la mise en œuvre de son programme et, partant, la déception de ses partisans ne tiennent pas tant aux institutions qu'à leur pratique. Présidentiel, le régime indonésien est relativement équilibré et nécessite, pour une bonne gouvernance, une convergence entre le chef de l'État et la majorité parlementaire. Or le système d'élections proportionnelles oblige à un jeu complexe de coalitions, compliqué par l'absence de lignes de partage idéologique claires entre les différentes organisations politiques. Les Partis indonésiens sont avant tout des machines électorales pour lesquelles la participation aux élections ne semble avoir d'autre finalité que les avantages économiques immédiats que confère l'exercice du pouvoir. En l'absence de césures programmatiques nettes, la frontière entre pouvoir et opposition demeure largement brouillée : les coalitions gouvernementales ont donc inévitablement vocation à s'étendre à des Partis qui, faute de pouvoir proposer une alternative clairement identifiable en vue des prochains scrutins, souhaitent profiter le plus rapidement possible d'un

61. *Kompas*, 23 février 2016.

62. Ce sont d'ailleurs trois Partis d'opposition (le Gerindra, le PKS et le Partai Demokrat) qui réclament désormais le retrait du projet de loi sur la révision des pouvoirs de la KPK de l'agenda prioritaire du Parlement, *Republika*, 25 février 2016.

rapprochement avec le pouvoir et monnayent sans vergogne leur soutien. À l'inverse, la direction du PDI-P – qui avait une revanche à prendre sur les deux mandats de SBY – entend bien bénéficier des privilèges que devait lui conférer son statut de parti présidentiel et s'est efforcée, depuis octobre 2014, de brider les velléités d'indépendance de Jokowi en cherchant à lui imposer un contrôle étroit.

Une émancipation politique ?

C'est donc face à l'ensemble de la classe politique – y compris les membres de sa propre coalition – que le Président a dû tenter de s'imposer depuis dix-huit mois. Étant parvenu malgré tout, à intégrer quelques figures réformistes dans son gouvernement en octobre 2014 (Anies Baswedan, ancien recteur de l'Université Paramadina, à l'Éducation ; Pratikno, ancien recteur de l'Université Gadjah Mada, au Secrétariat d'État ; Susi Pudjiastuti, une femme d'affaire à la forte personnalité, aux Affaires maritimes...), Jokowi s'est efforcé, tout au long de l'année 2015, d'accroître sans heurts l'influence de ses proches et de tenir à distance ses encombrants tuteurs. En février, nous l'avons dit, il s'est opposé à Megawati à propos de la nomination du chef de la police, en renonçant à proposer au Parlement la candidature de Budi Gunawan, mis en examen par la KPK⁶³. Soumis à de fortes pressions de la part du PDI-P qui soutenait Budi Gunawan (ancien aide de camp de Megawati), Jokowi s'était alors tourné vers Prabowo pour s'assurer que ce dernier ne soutiendrait pas une procédure d'*impeachment* autour de cette affaire et signifier ainsi clairement à la présidente du PDI-P que son influence n'était pas sans limites⁶⁴. Le vice-président, Yusuf Kalla, quant à lui, déplora ouvertement le déclin de son autorité, consacré par un décret de février 2015 qui étendait les compétences du chef de cabinet du Président au détriment des siennes et par la nomination à ce poste de Teten Masduki, un ancien activiste anti-corruption à la forte personnalité⁶⁵. En août, Jokowi procéda à un important remaniement de son gouvernement. Sofyan Djalil (un protégé de Kalla) fut rétrogradé au ministère du Plan et céda son poste de Ministre coordinateur de l'Économie à Darmin Nasution, ancien gouverneur de la Banque d'Indonésie. Malgré l'hostilité de Megawati, Luhut Binsar Pandjaitan, ancien général et l'un des très sûrs alliés du Président, hérita de l'Intérieur, en remplacement de Tedjo Edhy Purdijatno (un proche de Surya Paloh). Prudemment Jokowi laissa cependant en place tous les ministres du PDI-P – y compris Puan Maharani pourtant critiquée pour son maigre bilan – et, à la demande de Megawati, promu Pramono Agung au poste de secrétaire du gouvernement.

À l'égard de l'opposition, les choses ont été paradoxalement plus simples. Le Président a profité du peu d'appétence des formations politiques à se tenir éloignées du pouvoir pour rapidement élargir son assise parlementaire.

63. *Republika*, 3 décembre 2015.

64. Marcus Mietzner, *Reinventing Asian Populism*, *op.cit.*, p. 53.

65. *Tempo*, 7 septembre 2015.

Alors qu'elle était nettement minoritaire lors de l'élection de Jokowi, la Coalition de la formidable Indonésie (Koalisi Indonesia Hebat, KIH) a été rejointe par le Parti de l'unité et du développement (PPP, musulman conservateur) et par le Parti du mandat (PAN, musulman réformiste). Elle bénéficie désormais de la neutralité du Parti démocrate (PD) de l'ancien Président SBY et de la profonde division du Golkar (déchiré entre les partisans d'Aburizal Bakrie et ceux de Agung Laksono), membre de la Coalition rouge et blanche, (Koalisi Merah Putih, KMP, aux couleurs de l'Indonésie) mais dont l'une des factions soutient le gouvernement.

Ce rééquilibrage politique illustre toute l'ambiguïté de la première étape de la présidence Jokowi, contrainte d'élargir son assise parlementaire, au risque de voir sa capacité à conduire le renouveau politique qu'annonçait son élection se diluer dans des manœuvres d'appareil. Le chef de l'État est confronté à un Parlement qui, collectivement, se comporte avec une médiocrité consternante comme l'a illustré, une nouvelle fois, l'affaire Setya Novanto⁶⁶. Mais il doit, aussi et surtout, composer avec la direction de son propre parti, le PDI-P, qui, loin de soutenir son action réformiste semble parfois lui dénier toute légitimité démocratique. Le « dilemme de Jokowi » est donc d'apprécier jusqu'à quel point il peut se compromettre avec un système politique qu'il devra réformer pour mettre en œuvre son programme⁶⁷. Sera-t-il tenté par un appel direct au peuple pour contourner les blocages que lui imposent les élites traditionnelles du monde politique ? Certains de ses partisans, rassemblés dans le réseau informel Projo (Pro-Jokowi) ont évoqué, à plusieurs reprises, la fondation d'un parti présidentiel. Mais, en l'absence de nouvelles élections parlementaires – qu'il ne peut provoquer –, une telle aventure l'exposerait, sans aucun doute, à une procédure d'*impeachment* de la part du PDI-P qui se tient prêt à pousser la candidature de Puan à la vice-présidence, au cas où Yusuf Kalla accèderait à la présidence⁶⁸. Pour l'heure, Jokowi n'a rien laissé transparaître de ce « populisme technocratique » que décrit Marcus Mietzner⁶⁹. Mais, à la fois *administrator* et *solidarity-maker*, il est sans doute le premier dirigeant de l'Archipel à concilier les deux figures traditionnelles de la légitimité politique indonésienne⁷⁰. Sans doute saura-t-il s'en souvenir au terme de son premier mandat.

66. Le président du DPR, impliqué dans une tentative de corruption de la société minière Freeport, a été défendu des semaines durant par une majorité de députés. Il a finalement dû démissionner de cette fonction, en décembre 2015, mais est devenu président du groupe du Golkar à l'Assemblée. Sous sa présidence, le Parlement n'a adopté que trois des quarante projets prioritaires qu'il avait inscrit à son agenda. *Kompas*, 21 janvier 2016.

67. « Le dilemme Jokowi », *Tempo*, 24 octobre 2015.

68. *Merdeka*, 3 février 2015 ; *IndonesianReview.com*, 27 mars 2015.

69. Marcus Mietzner, *Reinventing Asian Populism*, *op.cit.*, p. 23.

70. Selon la célèbre dichotomie établie par Herbert Feith à propos de la première période de démocratie constitutionnelle, entre 1945 et 1957 (*The decline of Constitutional Democracy in Indonesia*, Ithaca, Cornell University Press, 1962, p. 113 et *suiv.*).